



ADRESSE AUX PARENTS, AUX JEUNES ET AUX SALARIES

Le mouvement social est légitime et conforté

Depuis le mois de juin, le mouvement social unitaire a réuni à travers les journées de grèves et de manifestations un nombre constant et très élevé de manifestants. Ce refus de la mise en place d'une réforme des retraites injuste et inefficace soutenu par 70% des français, n'a pas suffi pour l'instant. Le mécontentement demeure au sein de la société et le mouvement, qui continue, permet une prise de conscience collective sur la politique économique menée tant au niveau national qu'au niveau européen, politique qui annihile le progrès social du plus grand nombre au profit des finances et des spéculations boursières.

Si la loi a été promulguée (en pleine nuit !) c'est contre l'approbation de la population, et si le président en place n'a pas cédé, sa politique a perdu de sa légitimité.

En effet, comment accepter que pour la première fois dans l'histoire une génération préparerait un avenir plus difficile pour ses jeunes. Dans ce contexte, les personnels du service public d'éducation restent mobilisés, parce qu'ils sont des salariés et parce qu'ils contribuent à l'avenir des jeunes. L'heure n'est pas à la résignation. Les personnels du service public d'éducation continueront d'agir pour la réduction des inégalités et le renforcement des systèmes de solidarité comme les retraites par répartition et la sécurité sociale, pour le développement des services publics et de l'école, qui contribue à l'égalité d'accès de chacun aux droits fondamentaux (travail, santé, logement, énergie, éducation). Les richesses produites ne cessent d'augmenter mais les bénéfices ne sont pas suffisamment répartis.

Dans ce contexte où la mobilisation d'un niveau exceptionnel depuis plusieurs mois a mis en lumière l'insatisfaction criante des salariés et leurs revendications en matière d'emploi, de salaires, de conditions de travail, d'égalité entre les femmes et les hommes, de fiscalité et de partage des richesses., **l'intersyndicale académique Education appelle les personnels du Service Public d'Education et les citoyens à participer à la nouvelle journée d'action le mardi 23 novembre pour la défense des retraites, de l'emploi et des salaires et à s'inscrire activement dans la journée européenne du 15 décembre pour s'opposer aux plans d'austérité qui se multiplient en Europe.**